

DEPARTEMENT
DE
L'ORNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL D'IRAI

Nombre de Conseillers

En exercice	Présents	Votants
15	10	14

Délibération affichée le
03/10/2023

L'an deux mil Vingt-trois, le 24 Novembre

Les membres du Conseil Municipal légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc BEAUFILS, Maire d'IRAI.

Étaient présents : BEAUFILS Jean-Luc, POULAIN Laurent, ROBIN Stéphanie, BONTEMPS Fabienne, PERROTTE Alain, POTICO Julie, PRUDON Yves, FOURMONT Christophe, PAUTHONNIER Brigitte et RUEL Laurent

Absents Excusés :

Madame BECHET Marjorie qui a donné procuration à Monsieur BEAUFILS
Madame MOUCHEL Virginie qui a donné procuration à Monsieur FOURMONT
Monsieur GAUTIER Mathieu qui a donné procuration à Mme PAUTHONNIER
Monsieur Guillaume ANDRIEU d'IRAY qui a donné procuration à Mme μ BONTEMPS
Madame GAUTHIER JOUI Céline

Madame Julie POTICO a été élu secrétaire de séance.

AVIS SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL(RLPi) ARRÊTÉ PAR LA CDC DES PAYS DE L'AIGLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Code de l'Environnement,
Vu la délibération n°2017-06-22-122 du Conseil Communautaire en date du 22 juin 2017 prescrivant l'élaboration d'un RLPi sur le périmètre de la Communauté de Communes des Pays de L'Aigle,
Vu la délibération n°2023-10-19-183 du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2023 tirant le bilan de la concertation sur le RLPi;
Vu la délibération n°2023-10-19-184 du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2023 arrêtant le projet de RLPi;

1. Présentation du RLPi arrêté

Dans le cadre de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) et après concertation avec les communes, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Pays de L'Aigle a arrêté le projet de RLPi le 19 octobre 2023.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) est un document qui encadre l'affichage extérieur (publicités, enseignes et pré-enseignes) en adaptant la réglementation nationale fixée par le code de l'environnement à un contexte local. Cette adaptation de la réglementation nationale ne peut se faire que dans un sens plus restrictif, à l'exception de certains espaces protégés (abords des monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables) où le règlement local peut assouplir l'interdiction de publicité.

La Communauté de Communes des Pays de L'Aigle étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, elle se trouve également compétente pour élaborer un règlement local de publicité

intercommunal (RLPi) sur son territoire. La procédure d'élaboration de RLPi est calquée sur celle du PLUi-H.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration de ce règlement local de publicité avaient été définis comme suit par le Conseil Communautaire :

- concilier la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel avec la nécessité d'une expression publicitaire raisonnable et d'une signalisation équilibrée des activités économiques,
- prendre en compte les besoins de publicité extérieure indispensable à l'activité économique,
- préserver la qualité architecturale des immeubles accueillant des commerces en veillant à la bonne intégration des enseignes.

2. Avis du Conseil Municipal sur le dossier de RLPi arrêté

En application de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, le projet de RLPi arrêté par le Conseil Communautaire de la Cdc des Pays de L'Aigle doit désormais être soumis pour avis aux communes du territoire.

A l'issue de la consultation des communes et des autres personnes publiques associées, le RLPi arrêté et les avis émis dans le cadre de la consultation seront soumis à une enquête publique prévue au printemps 2024.

Au regard du projet de RLPi présenté et des discussions en séance, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité** :

- émet un avis favorable sur le projet de RLPi arrêté par la Communauté de Communes des Pays de L'Aigle au Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2023.

Monsieur le Maire informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME AU REGISTRE.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour Copie Conforme
Irai, 25 novembre 2023,
Le Maire,
J.L BEAUFILS

